

2012 03 15 - 000192

Adèle Saïd el-Hajj : Seule la prière aidera mon fils Ali

15/03/2012



Adèle Saïd el-Hajj attend le retour de son fils arrêté à Barja el-Chouf, en 1989, par les Syriens.

DISPARUS DE GUERRE Le sort de milliers de Libanais – et de ressortissants arabes – disparus durant la guerre civile et la période qui l'a suivie sous la tutelle syrienne au Liban reste inconnu. Pour que ce dossier vieux de plus de trente ans ne reste pas occulté et relégué aux oubliettes, « L'Orient-Le Jour » relatera chaque semaine le témoignage d'un parent en quête de la vérité sur le sort d'un disparu.

Ali el-Hajj a été arrêté par les Syriens en 1989, dans son village natal de Barja, dans le Chouf. Son crime: une affaire de femmes, comme le souligne sa mère Adèle Saïd el-Hajj. «Un agent des services de renseignements syriens poursuivait une fille qui habitait avec son père dans notre village, se souvient-elle. Nous ne l'avions jamais vue auparavant et ignorions d'où elle venait. Cette fille était venue demander l'aide de Ali. Elle lui avait dit que l'agent syrien la harcelait et qu'elle ne voulait pas de lui. Ali a voulu l'aider et lui a proposé de lui parler. Il a été le retrouver. Il était accompagné de mon neveu.» La conversation ne s'est pas déroulée comme Ali le souhaitait. «Ils se sont disputés, poursuit Adèle Saïd el-Hajj. L'agent syrien a sorti son arme et l'a pointée vers mon neveu. Ali a essayé de l'arrêter, mais le coup est parti et l'agent est décédé. Ali et mon neveu ont été arrêtés.»

Ali avait 22 ans le jour où il avait disparu. Vingt-trois ans plus tard, sa mère n'a toujours pas de ses nouvelles. «J'ai été à plusieurs reprises en Syrie, pour essayer de le voir, indique-t-elle. Je délaissais ma famille et passait des semaines en espérant qu'on me conduise auprès de lui ou du moins qu'on me donne de ses nouvelles. En vain. J'ai fait le tour des responsables syriens dans les prisons et j'ai payé des fortunes, mais je n'ai jamais pu revoir Ali.»

Adèle Saïd el-Hajj affirme qu'elle a même pu rencontrer «Abou Salim Daaboul (alors directeur du bureau du président syrien Hafez el-Assad, NDLR), qui m'a affirmé que mon fils était bel et bien en Syrie et qu'il était en bonne santé». «Lorsque je lui ai demandé de le rencontrer, il m'a répondu que si je le faisais, on ne pourrait plus lui réduire sa peine, poursuit-elle. Je me suis résignée dans l'espoir de le revoir dans un proche avenir. Désillusions.»

20120315 - 00016 - 2

Treize ans plus tard, en 2002, le neveu d'Adèle Saïd el-Hajj a été libéré. «J'attends toujours que mon fils soit relâché à son tour, confie-t-elle. Mon neveu m'avait dit que Ali était à la prison de Palmyre. Des anciens détenus me l'ont également confirmé, mais je n'ai jamais pu m'assurer. Aujourd'hui, j'ignore où il se trouve, ni comment il va. Au début, on m'avait dit qu'il était condamné à mort et que sa sentence a été par la suite réduite à l'emprisonnement à perpétuité. Franchement, je ne sais pas quoi penser. Je me remets à Dieu.» «Nous sommes dans cette tente (au jardin Gibran Khalil Gibran où les parents des détenus libanais en Syrie observent un sit-in permanent depuis le 11 avril 2005) depuis bientôt sept ans, reprend Adèle Saïd el-Hajj. Pas un de nos responsables se soucie de nos détenus qui croupissent depuis des décennies dans les prisons syriennes. Ils ne pensent qu'à se maintenir à leurs postes. Mais nous ne baisserons pas les bras.» Depuis près de neuf ans, Adèle Saïd el-Hajj n'a plus été en Syrie. Mère d'onze autres enfants (Ali est le cinquième), elle déplore: «On m'a trop menti. On m'a soutiré tout mon argent et je n'ai même pas pu voir mon fils. Comme toutes ces mères, sœurs et épouses, j'attends. Je ne peux rien fait d'autre à part prier le bon Dieu pour qu'il me le ramène. Mon cœur me dit qu'il est toujours vivant et qu'il va bien. J'espère le revoir bientôt.»